

Art. 4. De in artikel 3 bedoelde uitzonderlijke subsidie wordt toegekend op voorwaarde dat de uitgevoerde uitgaven de volgende kosten dekken in verband met het beheer van de COVID-19-coronaviruscrisis:

1° de kosten voor de inrichting van extra ruimtes of de aanpassing van bestaande ruimtes voor de opvang, het doorverwijzen of de ziekenhuisopname van patiënten die aan COVID-19 lijden;

2° de kosten voor de aankoop of huur van medische en niet-medische apparatuur voor de uitrusting en de conditionering van bijkomende of omgebouwde ruimtes voor de opvang en de ziekenhuisopname van patiënten die aan het COVID-19 lijden of voor de versterking van de apparatuur van de analyselaboratoria of de apotheek;

3° wanneer een universitair ziekenhuis subsidies ontvangt van andere overheidsniveaus in België, worden deze bedragen in aanmerking genomen bij de toekenning van de subsidie, die niet hetzelfde doel kan dekken.

Art. 5. § 1. De subsidie als bedoeld in artikel 3 wordt verdeeld over de in artikel 1 genoemde universitaire ziekenhuizen naar rata van de overnachtingen van patiënten die aan COVID-19 lijden sinds 1 januari 2020 tot de datum van ondertekening van dit besluit. Deze verhouding wordt verkregen door het gecumuleerde aantal overnachtingen van patiënten die aan COVID-19 lijden in elk universitair ziekenhuis gedurende bovengenoemde periode te delen door het totale aantal overnachtingen van patiënten die aan COVID-19 lijden in alle in artikel 2 bedoelde universitaire ziekenhuizen gedurende dezelfde periode.

§ 2 De universitaire ziekenhuizen geven aan de Administratie alle bewijsstukken terug die aantonen dat het gebruik van de uit hoofde van de in artikel 3 bedoelde subsidie ontvangen bedragen aan de in artikel 4 gestelde voorwaarden voldoet. Indien aan de hand van de bewijsstukken niet kan worden aangetoond dat aan deze voorwaarden is voldaan, worden de ongerechtvaardigde bedragen terugbetaald overeenkomstig de nadere regels vastgesteld in het besluit tot toekenning van subsidies.

Art. 6. De minister van Universitaire Ziekenhuizen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 7 mei 2020.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op WBE,
Fr. DAERDEN

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/20900]

7 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant des dispositions diverses de fonction publique dans le contexte de la pandémie de COVID-19

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 relatif au télétravail ;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 22 et 29 avril 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 mai 2020 ;

Considérant que l'épidémie de COVID-19 qui sévit actuellement sur le territoire astreint la population à respecter des normes de sécurité, notamment en pratiquant la phase de distanciation sociale qui visent à limiter le contact entre les personnes potentiellement porteuses du virus ;

Considérant que l'autorisation de télétravailler est normalement accordée conformément aux modalités fixées dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 ;

Considérant qu'il convient d'adopter des mesures particulières visant à permettre au personnel de concilier les exigences en matière de sécurité et d'hygiène publique avec la nécessité d'assurer la continuité du service public ;

Considérant qu'il convient également de permettre au personnel d'assumer la garde d'enfants suite à la fermeture des écoles ;

Considérant que bien que le projet prévoit que les mesures contenues au présent arrêté s'appliqueront au minimum jusqu'au 18 mai 2020, il apparaît déjà certain que le télétravail restera la norme pour l'organisation du travail au-delà de cette date sauf si la nature des prestations ne le permet pas, conformément aux directives émises à ce stade par les autorités nationales, que le Ministre de la Fonction publique sera alors chargé de prolonger les mesures contenues dans le présent arrêté jusqu'au 30 juin 2020 et, au-delà de cette date, si nécessaire, de saisir à nouveau le Gouvernement sur la thématique ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux Services du Gouvernement de la Communauté française et aux organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII.

Art. 2. § 1^{er}. Les membres du personnel doivent maintenir leur activité de travail selon les modalités fixées au présent article.

§ 2. Le supérieur hiérarchique de rang 12 au moins, ou de rang 10 au moins pour les services dont la structure n'intègre pas un supérieur hiérarchique de rang 12, désigné soit à titre définitif, en fonctions supérieures ou ad interim, organise la planification de son équipe en recourant au télétravail de manière systématique, sauf en cas de nécessités impérieuses de continuité du service public ou si la nature des prestations ne le permet pas.

Les membres du personnel qui doivent se rendre sur le lieu de travail pour les besoins du service ou si la nature des prestations ne le permet pas peuvent adapter leur horaire de travail tout en respectant les 7h36 par journée complète pour éviter les heures d'affluence dans les transports. Les membres du personnel qui doivent se rendre sur le lieu de travail respectent les consignes de distanciation sociale.

Les agents dont la fonction ne permet de faire du télétravail peuvent être réaffectés à d'autres tâches. Les membres du personnel contractuel peuvent être affectés à d'autres tâches moyennant leur accord.

Les membres du personnel dont la fonction ne leur permet pas de travailler à domicile et qui ne peuvent être affectés à d'autres tâches, obtiennent une dispense de service. La dispense de service peut être partielle.

§ 3. Les membres du personnel faisant partie du groupe à risques dont la fonction permet de travailler à domicile le font. Les personnes à risques dont la fonction ne permet pas le travail à domicile doivent consulter leur médecin traitant afin d'obtenir une attestation médicale attestant qu'ils ont un profil à risques et obtiennent alors une dispense de service.

Les personnes à risques sont celles identifiées comme telles par les autorités nationales, et notamment les personnes âgées de plus de 65 ans, des personnes diabétiques, présentant des maladies cardiaques, pulmonaires ou rénales et des personnes dont le système immunitaire est affaibli.

Art. 3. Le membre du personnel qui effectue des prestations en télétravail conformément à l'article 2 du présent arrêté, peut bénéficier à sa demande d'une indemnité mensuelle forfaitaire de 25 euros qui est accordée par mois civil, pour couvrir les frais de connexion internet, d'imprimante scanner, de cartouches d'encre et de porte document.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas au personnel qui bénéficiait déjà de l'indemnité de 25 euros par mois avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 4. Dans le cadre de la suspension des cours dans les écoles et des centres spécialisés, les membres du personnel qui doivent garder leurs enfants peuvent bénéficier :

1° d'un congé rémunéré qui sera imputée sur les congés pour force majeure, visés à l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ;

2° de congé pour motifs impérieux d'ordre familial, sans limite de durée, par dérogation à l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII.

Art. 5. Le membre du personnel qui utilise son véhicule personnel pour se rendre à son lieu de travail peut, à titre exceptionnel, obtenir le bénéfice de l'indemnité kilométrique, conformément aux dispositions reprises dans l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Art. 6. Les jours de congés annuels de l'année 2018 et antérieures peuvent être pris jusqu'au 31 décembre 2020.

Art. 7. A l'exception de l'article 6, les dispositions prévues par le présent arrêté cessent d'être en vigueur au 18 mai 2020. Elles pourront être prolongées par décision du Gouvernement de la Communauté française au plus tard jusqu'au 30 juin 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 5 cesse d'être en vigueur le 4 mai 2020.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 16 mars 2020.

Art. 9. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 mai 2020.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/20900]

7 MEI 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende diverse bepalingen inzake ambtenarenzaken in het kader van de COVID-19-pandemie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd door de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 november 2017 betreffende het telewerk;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 22 en 29 april 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 7 mei 2020;

Overwegende dat de COVID-19-epidemie die momenteel op het grondgebied woedt, vereist dat de bevolking zich aan de veiligheidsnormen houdt, met name door het beoefenen van de sociale afstandsfase die tot doel heeft het contact tussen personen die potentieel het virus zouden kunnen doorgeven, te beperken;

Overwegende dat de toestemming voor telewerken normaal gesproken wordt verleend overeenkomstig de voorwaarden die zijn vastgelegd in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 november 2017;

Overwegende dat bijzondere maatregelen moeten worden genomen om het personeel in staat te stellen de eisen inzake volksgezondheid en veiligheid te verzoenen met de noodzaak de continuïteit van de openbare dienst te waarborgen;

Overwegende dat het ook passend is om het personeel toe te staan voor hun kinderen te zorgen na de sluiting van de scholen;

Overwegende dat, hoewel in het ontwerp is bepaald dat de maatregelen van dit besluit ten minste tot 18 mei 2020 van toepassing zullen zijn, het nu al zeker lijkt dat telewerk ook na deze datum de norm zal blijven voor de organisatie van het werk, tenzij de aard van de prestaties het niet mogelijk maakt, overeenkomstig de in dit stadium door de nationale overheden uitgevaardigde richtlijnen, dat de Minister van ambtenarenzaken dan belast zal worden met de verlenging van de maatregelen van dit besluit tot 30 juni 2020 en, na deze datum, indien nodig, de zaak terug te verwijzen naar de Regering;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap en op de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII^e ressorteren.

Art. 2. § 1. De personeelsleden moeten hun werkzaamheden voortzetten overeenkomstig de nadere regels van dit artikel.

§ 2. De hiërarchische meerdere van minstens rang 12, of van minstens rang 10 voor diensten waarvan de structuur geen hiërarchische meerdere van rang 12 omvat, die hetzij permanent, hetzij in een hoger ambt of ad interim wordt aangewezen, organiseert de planning van zijn team door systematisch gebruik te maken van telewerken, behalve in gevallen waarin de continuïteit van de openbare dienst dwingend noodzakelijk is of indien de aard van de diensten dit niet toelaat.

Personeelsleden die voor de behoeften van de dienst zich naar de werkplek moeten begeven of indien de aard van de prestaties dit niet toelaat, kunnen hun werktijden aanpassen met inachtneming van 7h36 per volledige dag om piekproblemen in het vervoer te vermijden. Personeelsleden die zich naar de werkplek moeten begeven, dienen zich aan de richtlijnen inzake sociale afstand te houden.

Ambtenaren die wegens hun ambt niet in staat zijn om te telewerken, kunnen worden ingezet voor andere taken. Het contractueel personeel kan, met zijn toestemming, voor andere taken worden ingezet.

Personeelsleden die vanwege hun ambt niet thuis kunnen werken en die niet voor andere taken kunnen worden ingezet, worden vrijgesteld van dienstverplichtingen. De dienstvrijstelling kan gedeeltelijk zijn.

§ 3 Personeelsleden die tot de risicogroep behoren en die door hun ambt thuis kunnen werken, doen dat. De leden van de risicogroep waarvan het ambt hen niet toestaat thuis te werken, moeten hun behandelende arts raadplegen om een medisch attest te verkrijgen waaruit blijkt dat zij een risicoprofiel hebben en krijgen dan een dienstvrijstelling.

Risicopersonen zijn de personen die door de nationale overheden als zodanig zijn geïdentificeerd, waaronder mensen boven de 65 jaar, mensen met diabetes, hart-, long- of nierziekten en mensen met een verzwakt immuunsysteem.

Art. 3. Een personeelslid dat telewerk verricht overeenkomstig artikel 2 van dit besluit kan op eigen verzoek een vaste maandelijkse vergoeding van 25 euro per kalendermaand ontvangen ter dekking van de kosten van internetaansluiting, printerscanner, inktpatronen en documenthouder.

Het eerste lid is niet van toepassing op personeelsleden die reeds vóór de inwerkingtreding van dit besluit de vergoeding van 25 euro per maand ontvingen.

Art. 4. In het kader van de schorsing van klassen in scholen en gespecialiseerde centra kunnen personeelsleden die voor hun kinderen moeten zorgen, de volgende verloven genieten:

1° bezoldigd verlof dat in mindering wordt gebracht op het verlof wegens overmacht, bedoeld in artikel 14 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

2° verlof om dwingende gezinsredenen, zonder beperking in de tijd, in afwijking van artikel 16 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren.

Art. 5. Een personeelslid dat zijn eigen voertuig gebruikt om naar zijn werkplek te reizen, kan bij wijze van uitzondering recht hebben op een kilometervergoeding, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 betreffende het algemeen reglement inzake reiskosten.

Art. 6. Jaarlijks verlof voor het jaar 2018 en eerder kan worden opgenomen tot 31 december 2020.

Art. 7. Met uitzondering van artikel 6 zijn de bepalingen van dit besluit niet meer van kracht op 18 mei 2020. Zij kunnen bij beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap worden verlengd tot uiterlijk 30 juni 2020.

In afwijking van het eerste lid houdt artikel 5 op van kracht te zijn op 4 mei 2020.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 16 maart 2020.

Art. 9. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 7 mei 2020.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, voor Gelijke Kansen en het Toezicht op WBE,
Fr. DAERDEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/20908]

7 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon reconnaissant comme une calamité agricole la sécheresse du 2 juin au 6 août 2018, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages

Le Gouvernement wallon,

Vu les articles D.260/2, alinéa 1^{er}, D.260/4, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 3, D.260/5, alinéa 4, et D.260/6, insérés par le décret du 23 mars 2017 insérant un Titre X/1 relatif aux aides destinées à remédier aux dommages causés par des calamités agricoles dans le Code wallon de l'Agriculture ;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 29 novembre 2019 et 4 mars 2020 ;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés les 18 décembre 2019 et 5 mars 2020 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue le 23 janvier 2020 ;

Vu le rapport du 5 mars 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 67.079/4 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} avril 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2017 exécutant le Titre X/1 relatif à la réparation des dommages causés par des calamités agricoles du Code wallon de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté garantit le respect des dispositions des articles 1^{er}, 3 à 10, 12, 13 et 25 du règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, J.O.U.E., L.193, 1^{er} juillet 2014, p. 1.

Art. 2. Les dégâts aux productions suivantes, causés par la sécheresse du 2 juin au 6 août 2018, sont considérés comme une calamité agricole au sens de l'article D260/1 du Code wallon de l'Agriculture :

1° les prairies permanentes (codes 610, 618, 670, 678) ;

2° les prairies temporaires (codes 62, 623) ;

3° le maïs ensilage (code 201) ;

4° le maïs grain (code 202) ;

5° les pois récoltés à l'état de frais (code 931) ;

6° les haricots de conserverie (code 9410) ;

7° les cultures fruitières annuelles - Framboises (code 9717) ;

8° les cultures fruitières annuelles - Fraises (code 9516) ;

9° les cultures fruitières pluriannuelles- basses tiges (code 9741).

Art. 3. L'étendue géographique de la calamité agricole visée à l'article 2 couvre les communes suivantes :

1° Aiseau-Presles ;

2° Amay ;

3° Amel ;

4° Andenne ;

5° Anderlues ;

6° Anhée ;

7° Ans ;

8° Anthisnes ;

9° Antoing ;

10° Arlon ;

11° Assesse ;

12° Ath ;

13° Attert ;